

Analyse critique du dernier ouvrage de Michel Collon : « Israël, parlons-en ! ».

Paru en 2010, le livre « *Israël, parlons-en !* » réunit 20 interviews de témoins et spécialistes (présentés comme connaissant le mieux le conflit), réalisées par le journaliste et écrivain Michel Collon. Il s'agit d'abord d'éclairer, pour un public mal informé, l'histoire et l'actualité de ce qui est communément appelé « le conflit israélo-palestinien ». Le Comité Action Palestine s'est livré à une analyse critique de cet ouvrage pour éclairer lui aussi le lecteur. Ainsi, il nous est apparu que, sous couvert de neutralité, cet ouvrage use de méthodes fort peu neutres. Une lecture attentive du livre révèle en effet que son auteur ne considère la Palestine, son histoire, son peuple, ses luttes, qu'à travers le prisme du paternalisme occidental. « *Israël parlons en !* », oui en effet, mais le sous-titre pourrait être « *Et la Palestine n'en parlons pas !* »

Un projet très ambitieux...

Paru en 2010, le livre « *Israël, parlons-en !* » réunit 20 interviews de témoins et spécialistes (présentés comme connaissant le mieux le conflit), réalisées par le journaliste et écrivain Michel Collon. Il s'agit d'abord d'éclairer, pour un public mal informé, l'histoire et l'actualité de ce qui est communément appelé « le conflit israélo-palestinien ». Mais comment démêler le vrai du faux sur un sujet déchaînant autant les passions ? Qu'à cela ne tienne : « *Israël, parlons-en !* » est le livre providentiel sur la question. C'est ce qu'atteste l'introduction qui tient lieu d'autopromotion. Elle assure en effet au lecteur, supposé manquer de temps et de repères pour choisir entre « *TF1* » et « *Al-Jazeera* », que le livre qu'il tient entre les mains lui fournira sans aucun doute un modèle d'objectivité (on fait parler des sionistes et des antisionistes) et de concision (quelque 340 pages pour 2 siècles d'histoire). Cependant Michel Collon ne s'arrête pas à un travail d'information. « *Israël, parlons-en !* » se veut bien autre chose qu'une énième synthèse sur le sujet. Son objectif est beaucoup plus ambitieux : il est pédagogique... A en croire la synthèse finale qui suit les interviews, *Israël, parlons-en !* saura en effet montrer au lecteur comment discerner sans hésitation, dans la bouche ou sous la plume des journalistes, la vérité du « médiamensonge » (concept collonien se substituant à celui de propagande). Plus encore, il lui apprendra à penser par lui-même. Il lui fournira les armes intellectuelles pour se forger une opinion personnelle totalement émancipée des tabous. Il lui donnera en outre l'argumentaire nécessaire pour la défendre en toutes circonstances. Que ceux qui sont le plus attachés au respect des personnes soient sur ce point rassurés : « *Israël, parlons-en !* » est aussi un manuel de savoir-vivre. Il enseigne la tolérance (« *quand on discute avec des gens qui ne sont pas d'accord et qui répètent des arguments de la propagande pro-israélienne, il ne faut pas les considérer comme des ennemis, p.337* »), et l'amour, puisque Michel Collon recommande « la colère envers ceux qui commettent des crimes, mais l'amour pour celui qui se fait tromper » ; *ibid.*).

...pour des exigences intellectuelles très modestes.

Mais le lecteur ayant succombé au charme de ces paroles évangéliques s'étonnera pourtant, une fois réveillées ses facultés critiques, des choix et des méthodes de M. Collon. A commencer par la couverture : le titre « *Israël, parlons-en !* » est inscrit en grandes lettres bleues sur fond blanc, couleurs emblématiques du sionisme. Une carte de la Palestine historique (ou du Grand Israël ?) est en surimpression dans le A de Israël. Ce qui laisse franchement perplexe.

Examinée attentivement, la problématique générale de l'ouvrage – pourquoi et comment parler d'Israël – révèle bien des faiblesses, quand elle n'éveille pas les soupçons. Pourquoi parler d'Israël ? Dans un ouvrage présenté comme un outil de contre-propagande par le grand pourfendeur des « médiamensonges », on pourrait légitimement s'attendre à ce que cette question signifie la nécessité d'attirer l'attention sur le parti pris clairement sioniste de l'histoire officielle, de l'enseignement et des médias institutionnels. Et, par conséquent, la nécessité de contre-attaquer.

Or dans l'introduction il n'en est rien. La question est plutôt envisagée comme une invitation à la controverse : « Pourquoi parler d'Israël ? Pour tenter de mener un débat raisonné. ». Controverse à laquelle M. Collon apporte d'ailleurs sa propre contribution centriste, autrement dit une sorte de « ni-ni » entre « ceux qui crient à l'antisémitisme dès qu'on critique le gouvernement israélien et ceux qui croient en un grand et mystérieux complot juif ».

Il est pour le moins étonnant que les principaux intéressés, les Palestiniens eux-mêmes, apparaissent si peu concernés par la construction de leur propre avenir : « *Car ce conflit se joue aussi bien au Moyen-Orient qu'en Europe. C'est de la discussion entre citoyens de tous horizons que surgiront les solutions pour la paix* ». M. Collon déplace ainsi la question du terrain politique au terrain philosophique, comme si l'histoire de la Palestine occupée se ramenait à un dialogue de sourds entre « pro-palestiniens » et « pro-israéliens ».

Comment parler d'Israël ? Certes, il y a les promesses de l'introduction (laisser de côté les préjugés, lever tous les tabous, revenir aux faits et aux pages d'histoire occultées). Mais, à plusieurs reprises, le lecteur peut éprouver la sensation désagréable de glisser sur une pente savonneuse qui le ramène aux pires clichés de l'idéologie dominante. A savoir, le fait accompli, et donc indiscutable, de l'existence d'Israël (« *Maintenant, c'est un fait, les Israéliens sont là, sur cette terre* » p. 141), la réduction molle et superficielle du combat antisioniste à une critique de la politique israélienne (p. 308), même quand l'interviewé cherche à revenir au problème de fond (cf. interview d'Illan Pappé), la préoccupation constante de l'auteur à l'égard du sort des juifs (« *faire reculer la désinformation, c'est l'intérêt des Palestiniens, mais c'est aussi l'intérêt des juifs d'Israël* », p. 301), son paternalisme (« *le colonisé peut apprendre des Européens [...] qui ont mené depuis des siècles de nombreux combats pour imposer la démocratie* » p. 332), sa méfiance spontanée et obsessionnelle à l'égard de l'islam (« *Le Hamas va-t-il ou non instaurer un régime islamiste en Palestine ?* » ; « *Mais on dit que le Hamas veut imposer un mode de vie islamiste* » ; « *le Hamas peut-il devenir un mouvement plus progressiste ?* »).

Le choix et la présentation des intervenants : l'objectivité selon M. Collon...

Sur 20 contributions, quatre seulement présentent la vision palestinienne, une seule est annoncée comme celle d'un auteur palestinien. Aux Palestiniens reconnus comme tels est cédé le « vécu » brut sous forme de quatre témoignages dans le chapitre 8, mais jamais l'analyse. Aux Occidentaux, est réservé le privilège de la pensée, de la connaissance, de l'analyse surplombante. La parole palestinienne se trouve ainsi noyée dans l'argument d'autorité incarné par des sionistes plus ou moins avérés (Benny Morris, Schlomo Sand, Michel Warchavski, etc.), et des intellectuels européens (même si certains sont d'origine arabe).

La manière dont sont présentés les contributeurs de ce livre est aussi révélatrice que les critères selon lesquels ils ont été choisis. Il en ressort bien insidieusement que les Palestiniens ne disposent pas d'intellectuels, de chercheurs ou d'analyses pour traiter des questions abordées. Seul Ilan Halévi est présenté comme palestinien, mais il est aussi précisé qu'il est juif (laïc et athée, 100 % juif et 100 % palestinien, p. 81). Pour les trois autres contributeurs que l'on suppose être Palestiniens, Christina Zaccaria, Naseer Aruri et Samia Bothmeh, aucune mention n'est faite de leur nationalité ou de leur origine, contrairement à la majorité des personnes interrogées restantes (12 sur 14) qui ont toutes une nationalité, ou sont nées quelque part. Si aucune information n'est disponible pour Christina Zaccaria et Samia Bothmeh, Naseer Aruri est né à Al Quds en 1934 et a été membre du Conseil National Palestinien (source wikipedia).

Le rôle secondaire du Palestinien dans l'histoire : la vérité selon M. Collon.

Dès l'introduction le ton est donné. Ni les termes Palestine, palestiniens, colonialisme, autodétermination, justice, ni même la notion de droit international ne sont évoqués. C'est la notion très vague de « *solution pour la paix* » qui est mentionnée.

En s'intéressant un peu plus à la place faite aux Palestiniens dans cet ouvrage, force est de constater que le Palestinien semble bien secondaire, c'est un témoin de la situation, tout au plus une victime, jamais vraiment un acteur, et on s'interroge même sur le fait qu'« *ils soient des gens comme nous* » (p. 113). Il est parfois qualifié de « *Arabe de Palestine* » (p. 19) ou de « *minorité arabe vivant en Israël* » (p. 126). Il faut avant tout souligner au chapitre 2 qu'il n'est même plus vraiment palestinien. En effet, il serait (sans que cette thèse soit contredite par un autre contributeur dans le livre) le descendant des anciens juifs. « *Nous avons été les premiers Palestiniens* » écrit Schlomo Sand (p. 37). « *Les juifs d'aujourd'hui sont les héritiers de cette population qui a adopté le monothéisme juif puis est passée à l'Islam* ». Et son interlocuteur de renchérir : « *donc les juifs réellement originaires d'Israël et les « Palestiniens » c'est la même chose !* » ou encore « *qui sont aujourd'hui les vrais descendants des anciens habitants de cette terre d'Israël* ». Le lecteur constatera par lui-même que celui qui interroge Schlomo Sand parle d'Israël comme la terre historique...et la Palestine n'existe pas. Les expressions telles que « *Arabes de Palestine* » (Delmotte, p. 19) ou « *importante minorité arabe* » (p. 119) vont finalement dans le même sens. Bien secondaires les Palestiniens !

Si deux chapitres de ce livre sont consacrés à l'histoire de la Palestine d'avant 1948 avec des visions légèrement différentes, il est tout bonnement scandaleux et négationniste que le seul récit de la Nakba soit celui présenté par Benny Morris. Il faut être sans vergogne pour qualifier Benny Morris de principal spécialiste sur la question des Palestiniens expulsés de leurs terres (p. 69) alors qu'il écrit lui-même au sujet de la Nakba « *je n'appelle pas cela une expulsion* » (p. 76). « *Ils [les Palestiniens] ont fui à cause d'une guerre qu'ils ont eux-mêmes lancée* » (p. 70). Le choix de Benny Morris comme seul narrateur de la Nakba n'a pas pu être fait au hasard et ne peut pas relever de l'incompétence des auteurs. Car la première chose que l'on apprend en abordant l'histoire de la destruction de la Palestine, c'est qu'il ne peut y avoir de « *neutralité* » au sujet de la Nakba. Pareille « *neutralité* » n'est en réalité que la version sioniste des faits. Mr Collon et ses collaborateurs ne peuvent pas ignorer les écrits d'Illan Pappé (pour rester dans l'historien juif israélien) ou ceux de Nur Mursallah.

Comment ne pas s'embarrasser des revendications palestiniennes : l'art d'évoquer tout en dissimulant

Si on porte son attention sur la manière dont sont traités, dans ce livre, les revendications politiques palestiniennes, on s'étonnera également que la première référence à l'autodétermination d'un peuple soit faite pour les Israéliens (p. 44). Il faut attendre le chapitre 10 (p. 160) pour que le droit à l'autodétermination des Palestiniens soit finalement cité. Si le droit au retour des réfugiés est évoqué à plusieurs reprises au cours du livre, et notamment en termes de droit international en vertu de la résolution 194, cette question centrale n'est abordée comme revendication politique collective dans aucun chapitre. Salem Albeik, un des témoins palestiniens interviewés, n'est même pas qualifié de réfugié, mais « *vivant dans un camp de réfugiés* » (p. 113 et p. 130). Salem Albeik revendique le droit au retour, mais en tant que souhait, pas en tant que droit. Et on pourra s'étonner que Virginia Tilley cite sans référence un vague sous-titre sur les souhaits des réfugiés les qualifiant de Palestiniens de la diaspora (sic !) et évoque leur débarquement sur les rives d'Israël ! (p. 279).

Soutenir la résistance de l'opprimé de façon à la discréditer.

Le droit à la résistance : Même si la résistance palestinienne est largement évoquée dans cet ouvrage, ce sont encore des regards extérieurs qui sont invités à s'exprimer et ils le font avec énormément de précaution oratoire. Ainsi un grand spécialiste du droit international reconnaît tout de même que « *la lutte du peuple palestinien s'apparente [sic s'apparente seulement !!!] à une lutte de libération nationale pour exercer son droit à l'autodétermination* » dont « *la légitimité de principe [] est admise par les Nations Unies* ». Mais il relativise aussitôt la légitimité de la résistance contre l'occupation en avançant que la situation en Palestine serait toujours régie par une obligation de respect d'un cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité en 1948 (p. 209). Et si en apparence l'information concernant la résistance paraît objective et favorable à cette dernière, une lecture attentive des chapitres (9 et 17 entre autres) qui y sont consacrés montre que les contributeurs à ce sujet, participent grandement à la désinformation qu'ils disent dénoncer. L'éloge du pacifisme y est à peine voilé (p. 165, p. 286) et l'analyse de la résistance armée et de la violence manque totalement de clarté et de bases théoriques. D'après Sieffert, la référence à la lutte armée dans les chartes fondatrices de l'OLP et du Hamas serait signe de jeunesse de ces mouvements qui évoluent forcément avec les années vers la négociation. On lit par exemple (p. 249) « *Evidemment les chartes de l'OLP et du Hamas sont des chartes fondatrices et identitaires, donc extrêmes. Ce ne sont pas des éléments de négociation, elles comportent de la violence* ». Et Sieffert se prend à son propre piège de la désinformation et du vocabulaire choisi et répété. Ainsi il qualifie à deux reprises en vingt lignes (p. 251) « *d'innocents* », les victimes des attentats-suicides perpétrés par la résistance palestinienne alors que les martyrs libanais et palestiniens des guerres israéliennes n'ont droit qu'à la mention « *civils* » et « *victimes* » (p. 253). Et dans ces mêmes vingt lignes, il qualifie les attaques palestiniennes de « *bêtes et aveugles* », « *violence montrée comme irrationnelle et qu'on ne peut pas approuver* », « *présenter cette violence comme aveugle* », tout en rajoutant que d'un certain point de vue elles ne le sont pas vraiment (p. 251). L'effet est assez démonstratif.

Le procédé de désinformation est encore plus marqué au chapitre 9 dans lequel la résistance palestinienne est dès les premières lignes associée par les auteurs et contributeurs au terrorisme, au fanatisme islamique et au statut des femmes (p. 138). Si ce chapitre paraît cependant présenter la résistance de manière positive, les procédés de désinformation reviennent sans cesse quand il s'agit du Hamas sans qu'aucun argument objectif n'alimente cette analyse du mouvement de la résistance islamique qui serait, selon M. Hassan, contre les femmes et non-démocratique. On peut lire ainsi au sujet du Hamas « *Ses conceptions [sur les femmes] ne sont pas les miennes* » (p. 151) ; « *le Hamas a grandi parce que les femmes lui ont permis de grandir* » (p. 152) « *Pour que les femmes acquièrent l'égalité, il faudra une transformation économique qui les amène au travail* » (p. 152) ; « *le Hamas est la résistance. Je ne les soutiens pas dans leurs positions sur la femme, leur programme économique ou leurs idées fatalistes...* » (p. 153) ; « *et cela pourrait lui faire emprunter le chemin d'une révolution démocratique* » (p. 154). Mais cherchez toujours, vous ne trouverez aucune analyse de fond qui justifie ces affirmations ou qui donne quelques pistes. M. Hassan n'est pas d'accord, c'est tout.

Un pas en avant, trois pas en arrière.

La crainte constante d'être accusé d'antisémitisme paraît si forte chez Michel Collon qu'elle oriente ses interviews avec les contributeurs, et les empêche souvent d'aller au bout d'une analyse pourtant pertinente parfois. Mais surtout pourquoi avoir choisi d'interroger Tariq Ramadan particulièrement sur cette question ? Pour qui a en mémoire les accusations virulentes dont Tariq Ramadan a fait les frais à ce sujet, il paraîtra bien illusoire et naïf de penser que le choix d'interviewer cette personnalité retournera de façon décisive l'opinion de ceux qui affirment que « *critiquer Israël est de l'antisémitisme* ». Et pour qui voudrait trouver dans cet entretien des arguments pour démontrer qu'il n'en est rien, les multiples justifications que Ramadan est obligé une nouvelle fois de développer pour lever tous les soupçons qui pèsent sur lui, conduisent à une démonstration peu convaincante et noyée par les précautions oratoires. Alors que peut retentir le lecteur de cette interview ? D'un côté se succèdent questions simplificatrices reprenant systématiquement l'argumentaire sioniste (« *Quand on critique Israël, on est vite accusé d'être antisémite ; certains prétendent que l'antisionisme est le faux nez de l'antisémitisme ?* » ; *les médias exagèrent-ils à propos de l'antisémitisme ? le racisme anti-juif est-il en augmentation ?* ») ; et de l'autre, les réponses prudentes et compliquées de Ramadan. Par exemple à la question « *Le racisme anti-juif est-il en augmentation ?* » (p. 264), celui-ci donne une réponse particulièrement sinueuse : « *Quoi qu'il en soit, c'est une évidence qu'en Europe et en Occident aujourd'hui, les attitudes et les positionnements racistes, identitaires ou victimaires augmentent [...] les populations les plus touchées par le racisme en Europe [...] ce ne sont ni les musulmans ni les juifs...ce sont les Roms [...]* ». Mais aucun élément chiffré pour dire ce qu'il en est vraiment. Pour compléter le flou, Ramadan évoque aussi « *une augmentation d'un potentiel antisémite* », ce qui peut laisser perplexe pour celui qui s'interroge comment concrètement est évalué ce potentiel.

Finalement les trois dernières questions de cette interview sont relatives à la communauté musulmane en Europe. Pourquoi avoir choisi d'évoquer spécifiquement cette communauté religieuse dans ce chapitre ? Quel lien avec l'antisémitisme ? Ou veut-on en venir ? Entre les questions et les réponses existe donc une confusion dont il est difficile de ne pas sortir égaré. Collon est-il ici sincèrement pédagogue ou bien songe-t-il avant tout à préserver sa propre image ? On peut se demander s'il ne souhaite pas, à travers cette interview, se décharger lui-même de toute accusation d'antisémitisme pour avoir dirigé la rédaction de cet ouvrage. Ce qui conduirait à exercer une manipulation médiatique, procédé que Collon dénonce pourtant avec tant de force.

La Palestine, n'en parlons pas !

Ainsi, sous couvert de neutralité, cet ouvrage use de méthodes fort peu neutres. Une lecture attentive du livre révèle que son auteur ne considère la Palestine, son histoire, son peuple, ses luttes, qu'à travers le prisme du paternalisme occidental. Le parti pris clairement affirmé pour une solution à la sud-africaine est très révélateur d'une volonté première de préserver le colon et de le maintenir en place sur la terre qu'il a colonisée. Malgré quelques bonnes analyses (I. Pappé, J. Bricomont), ce livre est l'exemple type d'une grille de lecture qui ne permet en aucun cas d'éclairer le lecteur, c'est-à-dire de lui permettre de discerner entre la vérité et le « médiamensonge ». Nous ne nous prononcerons pas sur l'urgence politique » invoquée par M. Collon (interviewé en juin 2011 par Investig'Action) pour promouvoir la 2ème édition d'*Israël, parlons-en !*, dont nous n'avons pas encore pris connaissance. Cette annonce nous laisse simplement dubitatifs...

Comité Action Palestine